
PAC Post 2027 : le compte n'y est pas !

A l'heure où les grands équilibres mondiaux sont bouleversés, l'Union européenne doit opérer des choix stratégiques pour affirmer sa souveraineté et sa puissance particulièrement dans le secteur agricole et alimentaire. Or, la présentation des textes par la Commission européenne tant sur le budget que sur la PAC apparaissent totalement déconnectés de ces enjeux.

Une Europe forte passe par une agriculture forte, par le réarmement de la production alimentaire, et non son démantèlement. Pourtant la Présidente de la Commission, Ursula Von Der Leyen, a aujourd'hui remis en cause les principes fondateurs de la PAC en la diluant dans d'autres fonds et en révolutionnant les outils. Bien nourrir et mieux nourrir les populations n'est pas un enjeu secondaire.

Le dispositif de la PAC doit au contraire être stabilisé en s'appuyant sur ses deux piliers : le soutien au revenu des agriculteurs et la stabilisation des marchés d'une part, et d'autre part la structuration des filières, la résilience et l'accompagnement des transitions. Cet équilibre essentiel doit au contraire être renforcé, pour les agriculteurs et leurs coopératives qui structurent l'offre, travaillent pour le renouvellement des générations, mettent en œuvre les transitions et assurent la stabilité économique des filières.

La Coopération Agricole demande que toute évolution de la PAC soit assortie d'une étude d'impact rigoureuse. Il est irresponsable de repenser une politique européenne aussi stratégique que la Politique Agricole Commune sans en mesurer les conséquences concrètes sur la compétitivité des entreprises agricoles, la souveraineté alimentaire de l'Union européenne et la vitalité de ses territoires ruraux.

Alors que La Coopération Agricole plaide *pour plus et mieux d'Europe*, elle déplore que la Commission s'engage dans la voie du *moins et moins bien*, marquant un recul historique pour l'agriculture et l'alimentation en Europe.

Contact presse :

La Coopération Agricole – Sabri Derradji – sderradji@lacoopagri.coop – 06 61 85 90 77



Elle salue le soutien unanime des parlementaires européens qui ont dénoncé la baisse drastique du budget et la renationalisation des politiques agricoles au détriment des agriculteurs, de leurs entreprises et des territoires.

La Présidente de la Commission européenne doit faire marche arrière et remettre l'agriculture à la place qui est la sienne : vitale pour l'avenir de l'Union et de ses peuples.

« Préserver le budget et les instruments de la PAC, c'est préserver la souveraineté alimentaire de l'Union Européenne et donc sa sécurité. À l'heure où les grandes puissances de ce monde réarment leur potentiel de production alimentaire, affaiblir la PAC serait un mauvais signal. La force de l'Europe dépend de la force de l'agriculture, donnons-nous donc les moyens de construire ensemble une Europe encore plus forte ! Nous attendons une mobilisation du gouvernement français et des parlementaires européens pour réaffirmer le caractère stratégique de l'agriculture et de l'alimentation et donc la nécessité d'une PAC ambitieuse qui permettra à l'Europe de répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain ». Mickael Marcerou, vice-président Europe de La Coopération Agricole et vice-président de la Cogeca

Contact presse :

La Coopération Agricole – Sabri Derradji – sderradji@lacoopagri.coop – 06 61 85 90 77



Construisons en commun l'avenir de chacun
www.lacooperationagricole.coop